



PUBLIE LE 15 DEC. 2025

**ACTION EN JUSTICE
AFFAIRE MME L. M. C/ VILLE DE ROUEN
ESTER EN JUSTICE
AUTORISATION
Réf. 2025 / 95**

NOUS, MAIRE DE ROUEN,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 (16°) et L.2122-23,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant délégation du Conseil Municipal au Maire,

CONSIDERANT :

- Que le 1^{er} avril 2025, un arrêté a été délivré pour installer une terrasse ouverte au droit du commerce « Le Bistrot de la Pucelle » situé 6 Place de la Pucelle d'Orléans et 103 rue de la Vicomté.
- Que, par une requête enregistrée par le Tribunal administratif de Rouen le 22 août 2025 sous le numéro 2503972, Mme L. M. a demandé l'annulation de l'arrêté précité.
- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

DECIDONS CE QUI SUIT :

Article 1^{er}. - Est autorisée la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.



Article 2.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, en L'HOTEL DE VILLE, le 21 octobre 2025

Nicolas MAYER-ROSSIGNOL
Le Maire de Rouen

La présente décision pourra faire l'objet un recours pour excès de pouvoir, lequel interviendra dans un délai de deux mois à compter de sa notification (article R.421-1 du Code de la Justice Administrative) auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN – Téléphone : 02.35.58.35.00 ; télécopie : 02.35.58.35.03 – courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr).

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du CJA.